



## Note sur la situation économique en Côte d'Ivoire 2017-2018

Contenu	<p>Cette note présente la situation macroéconomique de la Côte d'Ivoire. Elle s'articule autour de quatre parties à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(i) <b>la situation économique en 2016 ;</b></li><li>(ii) <b>les estimations 2017 ;</b></li><li>(iii) <b>les prévisions 2018 ; et</b></li><li>(iv) <b>les perspectives 2019-2022.</b></li></ul> <p><b>A. SITUATION ECONOMIQUE EN 2016</b></p> <p>En 2016, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement de perturbations pluviométriques, mais a enregistré une croissance économique de l'ordre de 8,3%, portée principalement du côté de l'offre par les performances du secteur secondaire (+15,2%), en particulier, l'énergie (+37,9%), les BTP (+22,1%), l'extraction minière (+18,1%) et les industries manufacturières hors raffinerie et agroalimentaire, ainsi que les services (+10,4%) dans leur ensemble. Du côté de la demande, l'investissement public et privé (+15,2%) et surtout la consommation des ménages (+9,7%) ont été les moteurs de cette croissance.</p> <p>A fin décembre 2016 les <b>finances publiques</b> sont caractérisées par une moins-value des recouvrements des recettes fiscales et une sous consommation des dépenses d'investissement. Il en résulte un déficit budgétaire de 837,9 milliards (3,9% du PIB contre un objectif de 4,0% du PIB) qui a été couvert par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier sous régionaux et international, et les concours extérieurs.</p> <p>La situation monétaire affiche un accroissement des crédits intérieurs nets de 18,8% et une contraction des avoirs extérieurs nets de 9,1%. La progression des crédits intérieurs nets a résulté de l'augmentation du crédit net au Gouvernement de 30,7% et des crédits à l'économie de 15,0%. Il en a découlé un accroissement de la masse monétaire de 12,1%.</p> <p>Le solde global de la <b>balance des paiements</b> est estimé à -0,8% du PIB. Le compte courant devrait ressortir déficitaire de 1,1% du PIB, du fait du recul de l'excédent commercial (-5,3%) par rapport à 2015, et de l'aggravation des déficits des comptes des services, des revenus primaires et secondaires. Le compte de capital enregistrerait un solde excédentaire de 0,5% du PIB, en léger repli par rapport à 2015 (0,8% du PIB), sous l'effet d'un recul des dons projets octroyés à l'administration publique. Quant au compte financier, il serait caractérisé par des entrées de ressources, en liaison avec l'accroissement des investissements directs étrangers (+6,5%), les transactions sur les titres émis par le Trésor public et les tirages publics sur ressources extérieures.</p>
---------	---

## B. ESTIMATION 2017

L'amélioration des termes de l'échange et le rebond de la production de l'agriculture d'exportation devrait contribuer à la réalisation de performances économiques avec un taux de croissance projeté à 8,1% en 2017.

Le **secteur primaire** devrait enregistrer une croissance de 9,9% contre -1,1% en 2016 grâce au rebond de l'agriculture d'exportation (+14,3%) et à la consolidation de l'agriculture vivrière (+7,4%). La croissance de l'agriculture d'exportation serait soutenue par la hausse des productions de cacao (+21,4%), d'ananas (+25,7%), de banane (+15,7%), de coton graine (+5,3%) grâce à une bonne pluviosité sur l'année et à un meilleur traitement phytosanitaire des plantations. La production vivrière bénéficierait de la mise en œuvre du Plan d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière.

Le **secteur secondaire** connaîtrait une hausse de 7,3% après la performance de 15,2% enregistrée en 2016. Le ralentissement du secteur secondaire s'expliquerait principalement par la baisse de la production de l'industrie extractive (-3,6%) après les performances de 2016 (+18,1%), le ralentissement de l'industrie des BTP (+12,0%) après plus de 29,2% de hausse en moyenne annuelle sur la période 2012-2016. Ce ralentissement est le fait des retards accusés dans plusieurs projets.

Les **services** devraient bénéficier des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire et de l'organisation des jeux de la francophonie et du sommet UE-UA. Ainsi, il évoluerait de 9,1% grâce au transport (+8,7%) avec la reprise du compartiment maritime, et du commerce (+9,6%), bénéficiant du regain du volume des marges de commerce extérieur. Le secteur des télécommunications tout comme celui des autres services devraient poursuivre leur dynamisme pour s'afficher respectivement à 9,4% et 8,8%.

Le **secteur non marchand** évoluerait de 3,8% en liaison avec la politique de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Les **droits et taxes** devraient poursuivre leur tendance à la hausse pour s'établir à 6,9% soutenus par l'augmentation des exportations de cacao et des produits pétroliers ainsi que par la consommation des ménages.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+12,3%), la consolidation de la consommation finale (+6,9%) et la reprise des exportations (+6,9%).

Les **investissements** seraient soutenus par le renforcement des capacités industrielles, la construction immobilière et des routes. Le taux d'investissement global ressortirait à 21,3% du PIB, dont 7,4% pour le public.

La **consommation finale** augmenterait de 6,9%, portée par la consommation publique (+12,0%) et la consommation des ménages (+6,0%) dont les revenus continuent de progresser.

Les **exportations** seraient en hausse de 7,4% en lien avec l'augmentation des exportations de cacao et de produits pétroliers. Quant aux **importations**, elles progresseraient de 6,1%.

L'inflation serait contenue à 1,0% (en dessous de la norme communautaire de 3%), grâce à l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires.\*

La **situation des finances publiques** serait marquée par la prise en compte des revendications couplées aux effets de la chute des prix du Cacao et d'une hausse du

coût des produits pétroliers à l'international. Les recettes totales et dons s'afficheraient à 4 573,4 milliards en 2017 contre 4 176,6 milliards en 2016, soit une progression de 9,5%. Quant aux totaux et prêts nets, ils seraient à 5 625,4 milliards en 2017 contre 5 014,6 milliards en 2016, soit un accroissement de 12,2%. Le solde budgétaire ressortirait déficitaire et s'afficherait à -1052 milliards (-4,5% du PIB). Le déficit sera couvert par un recours aux marchés monétaire et financier sous régionaux et aux concours extérieurs. Les **statistiques monétaires** se caractériseraient par un accroissement de la masse monétaire (+12,4% ; +1 052,8 milliards) en lien avec l'augmentation du crédit intérieur (+15,6% ; +801,5 milliards) et des avoirs extérieurs nets (+24,2% ; + 438,1 milliards). La PNG ressortirait à 1 724,6 milliards contre 1 888,4, soit un désendettement net de 163,8 milliards qui résulterait de la baisse aussi bien des dettes que des créances de l'Etat. Les avoirs extérieurs nets se consolideraient en lien avec le rapatriement des recettes d'exportation et la mobilisation de ressources extérieures.

Au niveau de la **balance des paiements**, le solde global devrait être excédentaire de 1,9% du PIB après le déficit de 0,8% du PIB en 2016, en lien avec les entrées de capitaux sous forme d'investissements directs étrangers (+6,9%) et des investissements de portefeuille (+110,1%), du fait de l'opération de l'Eurobond.

### C. PREVISIONS 2018

Après les chocs dus à la chute des cours du cacao, à la remontée des prix du baril de pétrole et aux perturbations sociales dues à des revendications sociales, l'année 2018 devrait retrouver un environnement socio-économique normal et stable.

La mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la politique volontariste du gouvernement d'investir dans les secteurs moteurs de croissance devraient se poursuivre.

Ainsi, après un taux de croissance de 8,1% en 2017, la performance économique en 2018 serait marquée par un taux de croissance de 8,3% dont les supports, du côté de l'offre, seraient principalement l'agriculture vivrière, l'énergie, les BTP et les services et, du côté de la demande, les investissements et la consommation finale.

Le **secteur primaire** devrait s'accélérer de 6,6% grâce à la forte progression de la production vivrière (+8,2%) et la consolidation de l'agriculture d'exportation (+4,8%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole et d'un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le **secteur secondaire** progresserait de 9,5% soutenu par les BTP (+21,0%), l'énergie (+12,0%), les autres industries manufacturières (+7,2%), l'extraction minière (+5,2%) et l'industrie agro-alimentaire (+8,0%).

Le **secteur tertiaire** évoluerait de 9,7%, grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9,0%), les télécommunications (+8,7%), le commerce (+9,0%) et les autres services (10,5%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le **secteur non marchand** devrait progresser de 3,1% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les **droits et taxes nets de subventions** ressortiraient en hausse de 7%, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+13,9%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+8,4%).

En effet, les **investissements** seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, Métro d'Abidjan, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 22,6%. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,9%.

Quant à la **consommation finale** (+6,7%), elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les **exportations** de biens et services seraient en hausse de 4,8% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés. Les **importations** de biens et services progresseraient de 6,1% en 2018, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

L'**inflation** serait contenue à 2,0% en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

La **situation des finances publiques** serait marquée par un environnement socio-économique normal et stable. Les recettes totales et dons s'afficheraient à 4 969,7 milliards en 2018 contre 4 573,4 milliards en 2017, soit une progression de 9%. Les dépenses seraient à 5 924,5 milliards en 2018 contre 5 625,4 milliards en 2017. Le solde budgétaire ressortirait déficitaire (-3,7% du PIB). Le déficit sera couvert par un recours aux marchés monétaire et financier sous régionaux et aux concours extérieurs.

La **situation monétaire** serait marquée par une progression des avoirs extérieurs nets (+5,7% ; +129,0 milliards) et du crédit net à l'économie (+ 16,9% ; +1004,6 milliards), tandis que la PNG se contracterait de 10,7 milliards. Il en résulterait un accroissement de la masse monétaire (+11,5% ; +1092,9 milliards)

#### **D. PERSPECTIVES 2019-2022**

En cohérence avec les objectifs du PND 2016-2020, un accent particulier est accordé à l'accroissement et à l'efficacité des investissements publics en infrastructures ainsi qu'à la création d'un cadre encore plus incitatif à l'activité du secteur privé. De façon spécifique, il s'agira de :

- la préservation de la solidité du cadre macroéconomique et des marges de manœuvre budgétaire de l'Etat, notamment à travers l'accroissement des recettes fiscales et le maintien de la soutenabilité de la dette ;
- renforcement de la gestion des finances publiques et des entreprises publiques ;
- renforcement du climat des affaires et le développement du secteur privé ; et
- l'assainissement et le développement du secteur financier.

Sur la période 2019-2022, l'évolution de l'économie ivoirienne se présenterait comme suit :

**Au niveau de l'offre globale :** Le **secteur primaire** devrait croître de 4% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+6,6%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA). La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de la pêche et de l'élevage, devrait permettre d'améliorer la contribution à la croissance de ces différentes filières. En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le **secteur secondaire** progresserait en moyenne annuelle de 10,3%, soutenu par les BTP (+18,2%), les autres industries manufacturières (+8%) et l'électricité (+15%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 8,1% en moyenne annuelle sur la période. Par ailleurs, l'activité industrielle soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP), bénéficierait de l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le **secteur tertiaire** évoluerait de 8,8% en moyenne par an sur la période 2019-2022 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport (7,8%), les télécommunications (8,4%), le commerce (8,6%) et les autres services (9,3%).

**Au niveau de la demande**, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,9%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+7,1%). Les **investissements** seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 24,9% du PIB contre 22,6% en 2018. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,9% en moyenne par an sur la période 2019-2022. La **consommation finale** bénéficierait, elle, de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les **exportations** seraient en hausse de 4,7% en moyenne par an, en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés. Quant aux **importations**, elles progresseraient de 5% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

L'**inflation** serait contenue à 2% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de maximum 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Sur la période, la **situation des finances publiques** continuerait de s'améliorer en lien avec les efforts plus importants de recouvrements de recettes et une rationalisation des dépenses. Ainsi, le déficit budgétaire passerait de -3,7% du PIB en 2018 à -2,9% du PIB en 2019, en respect du critère de convergence au sein de l'UEMOA.

**Les statistiques monétaires** se caractériseraient par un accroissement annuel moyen de la masse monétaire de 10,3%. Les avoirs extérieurs nets augmenteraient de 6,4% en moyenne, les crédits nets à l'économie s'accroîtraient quant à eux, en moyenne

annuelle de 13,1%. En revanche, la Position Nette du gouvernement serait quasi-stable avec une légère hausse moyenne de 0,6%.

Les principaux soldes de la **balance des paiements** continueraient de s'améliorer. Ainsi, le solde global se situerait à +1,0% du PIB en 2019 en lien avec les mesures prises pour améliorer le taux de rapatriement des recettes d'exportation, et une présence accrue sur le marché des capitaux à l'international. Quant au solde des transactions courantes, il continuera d'être déficitaire, pour s'établir à -1,2% du PIB en 2019.

# ANNEXES

**Tableau 1 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation 2016-2022**

Productions (en milliers de tonnes)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	est.	est.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.
Café	105,6	29,0	114,0	102,0	115,2	115,7	118,0
Cacao	1 634,4	1 984,0	1 941,0	1 971,0	1 748,8	1 748,8	1 723,8
Bananes	345,7	400,0	450,0	500,0	406,5	421,4	434,9
Ananas	38,9	48,9	33,3	33,3	60,1	62,0	64,2
coton graine	332,4	350,0	491,2	436,1	430,9	448,2	463,9
Huiles de palme	450,0	485,7	480,9	476,1	541,3	559,4	574,9
Sucre	188,0	232,2	251,0	271,3	293,3	299,2	305,2
Caoutchouc	392,0	394,6	453,8	521,8	505,4	539,8	578,1
Anacarde	649,6	666,8	713,5	763,4	816,9	817,5	951,2

**Source** : MEF/DGE, OPA, MINADER

**Tableau 2 : Evolution des principaux agrégats macroéconomiques 2016-2022**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	est.	est.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.
PIB Nominal (milliards FCFA)	21 561,69	23 589,60	25 867,32	28 347,99	30 983,39	33 821,81	36 986,44
PIB réel (milliards FCFA)	17 291,96	18 693,98	20 237,27	21 858,47	23 542,21	25 298,23	27 218,49
Croissance du PIB réel (%)	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>
Inflation (%)	0,7	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Taux d'investissement en %	20,5	21,4	22,6	23,5	24,6	25,6	26,4
public	6,5	6,8	6,9	7,0	7,1	7,2	7,2
privé	13,9	14,6	15,7	16,6	17,5	18,5	19,2

**Source** : MEF/DGE, MPD/INS

**Tableau 3 : Evolution du taux de croissance réel du PIB en % (optique offre)**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	est.	est.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.
<b>OFFRE</b>							
<b>Secteur primaire</b>	<b>-1,1</b>	<b>9,9</b>	<b>6,6</b>	<b>5,3</b>	<b>1,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>
Agriculture vivrière, élevage	3,9	7,4	8,2	7,6	5,8	6,7	6,2
Agriculture d'exportation	-8,0	14,3	4,8	2,3	-5,6	1,8	1,4
Sylviculture	2,0	-5,0	-1,0	0,0	0,2	-0,8	-1,3
Pêche	2,7	-1,3	-0,5	2,0	1,2	2,0	2,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>15,2</b>	<b>7,3</b>	<b>9,5</b>	<b>10,9</b>	<b>11,7</b>	<b>8,7</b>	<b>9,9</b>
Extraction minière	18,1	-3,6	5,2	12,1	0,5	-3,0	2,5
Industries agro-alimentaires	2,2	13,4	8,0	7,4	8,9	9,0	7,0
Produits pétroliers	-1,6	12,1	-2,0	0,3	12,0	7,5	2,9
Energie (gazeaulec)	37,9	9,7	12,0	13,8	21,0	10,6	14,5
BTP	22,1	12,0	21,0	18,6	20,7	17,3	16,1
Autres industries manufacturières (1)	9,8	6,2	7,2	7,4	8,4	8,2	8,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>10,4</b>	<b>9,1</b>	<b>9,7</b>	<b>8,9</b>	<b>9,2</b>	<b>8,6</b>	<b>8,3</b>
Transports	9,3	8,7	9,0	8,0	8,3	7,8	7,2
Télécommunication	9,1	9,4	8,7	8,5	8,8	8,2	8,0
Commerce	9,7	9,6	9,0	8,6	9,0	8,3	8,3
Autres services (2)	11,7	8,8	10,5	9,4	9,7	9,2	8,7
<b>Droits et taxes</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,7</b>	<b>6,6</b>
<b>Pib non marchand</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>

**Source** : MEF/DGE, MPD/INS



**Tableau 4 : Evolution du taux de croissance réel du PIB en % (optique demande)**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	est.	est.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.
<b>DEMANDE</b>							
<b>Consommation finale</b>	<b>9,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>
<i>Consommation des ménages</i>	9,7	6,0	8,4	7,3	7,2	7,0	7,0
<i>Consommation publique</i>	5,2	12,6	-3,9	5,1	5,1	5,3	5,2
<b>Investissements</b>	<b>15,2</b>	<b>12,3</b>	<b>13,9</b>	<b>13,1</b>	<b>12,2</b>	<b>11,7</b>	<b>10,7</b>
<i>Investissements privés</i>	16,9	13,1	16,2	14,7	13,9	13,1	11,8
<i>Investissements publics (*)</i>	12,0	10,8	9,5	9,6	8,6	8,4	8,0
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>-5,9</b>	<b>7,4</b>	<b>5,3</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>5,1</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>1,0</b>	<b>6,1</b>	<b>6,1</b>	<b>6,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>
Déflateur	1,6	1,2	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6

**Source** : MEF/DGE, MPD/INS

**Tableau 5 : Poids dans le PIB (répartition en % du PIB)**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	est.	est.	prév.	prév.	prév.	prév.	prév.
<b>Secteur Primaire</b>	<b>20,9</b>	<b>20,1</b>	<b>18,9</b>	<b>18,4</b>	<b>17,3</b>	<b>16,7</b>	<b>16,0</b>
Agriculture vivrière, élevage	10,7	10,6	10,6	10,5	10,3	10,1	10,0
Agriculture d'exportation	9,8	9,2	8,1	7,7	6,8	6,3	5,8
Sylviculture	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>27,5</b>	<b>27,8</b>	<b>28,6</b>	<b>29,4</b>	<b>30,3</b>	<b>30,9</b>	<b>31,7</b>
Extraction minière	5,4	4,8	4,8	5,0	4,6	4,1	3,9
Industries agro-alimentaires	5,5	5,9	6,1	6,1	6,2	6,4	6,4
produits pétroliers	2,0	2,0	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8
Energie (gazeaulec)	2,0	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,7
BTP	5,3	5,6	6,4	7,1	7,9	8,7	9,5
Autres industries manufacturières	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,4	7,5
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>31,9</b>	<b>32,7</b>	<b>33,4</b>	<b>33,5</b>	<b>34,1</b>	<b>34,5</b>	<b>34,7</b>
Transports	2,7	2,7	2,8	2,7	2,8	2,8	2,8
Télécommunication	4,7	4,8	4,9	4,9	4,8	4,8	4,9
Commerce	9,2	9,4	9,5	9,5	9,7	9,8	9,9
Autres services	15,3	15,8	16,3	16,4	16,8	17,1	17,1
<b>PIB Marchand</b>	<b>80,4</b>	<b>80,6</b>	<b>80,9</b>	<b>81,3</b>	<b>81,7</b>	<b>82,0</b>	<b>82,3</b>
Services d'administration publique	8,7	8,4	8,1	7,8	7,4	7,2	6,9
Institutions sans but lucratif (ISBL)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
<b>PIB non marchand</b>	<b>8,9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,4</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,4</b>	<b>7,2</b>
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>89,3</b>	<b>89,3</b>	<b>89,3</b>	<b>89,3</b>	<b>89,4</b>	<b>89,4</b>	<b>89,5</b>
<b>Droits et taxes nets de subventions</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>10,6</b>	<b>10,6</b>	<b>10,5</b>

Source : MEF/DGE/DPPSE